

**DIASPORA ALGÉRIENNE**

# Peu de fonds transférés au pays

**Représentant 1,2% du PIB de l'Algérie, en 2016, les envois de fonds vers l'Algérie par la diaspora algérienne se sont chiffrés à deux milliards de dollars, selon un rapport de la Banque mondiale (BM), publié vendredi à Washington qui souligne que le même montant a été transféré en 2015, déclarant que ces fonds transférés restent moins importants, comparés à ceux drainés par d'autres pays de la région du Moyen-Orient et Afrique du Nord (Mena).**

**Mounira Amine-Seka – Alger (Le Soir)** - En tête de liste, s'affiche l'Égypte avec 16,6 milliards de dollars, suivie du Maroc, avec 7 milliards de dollars, puis la Tunisie avec un montant de 1,8 milliard, ce qui équivaut 4,2% de son PIB, en 2016.

Ces chiffres, selon la BM, sont susceptibles d'être revus à la hausse, en 2017, dans la région Mena, qui sera essentiellement tirée par l'amélioration des taux d'intérêt en Égypte, devant inciter la diaspora égyptienne à envoyer plus de fonds.

L'institution financière mondiale fait observer également que la stabilité de la croissance dans la

zone euro qui représente l'essentiel de la provenance de ces fonds transférés vers l'Algérie, la Tunisie et le Maroc, devrait aider à maintenir les flux vers ces trois pays maghrébins, cette année. A contrario, le taux des transferts mondiaux de fonds incluant également le flux vers les pays à revenu élevé, se sont contractés en 2016, de 1,2%, passant de 582, à 575 milliards de dollars, en 2015.

Ainsi, les envois de fonds vers les pays en développement, ont reculé pour la deuxième année consécutive, en 2016, une tendance, relève le rapport, qui n'a pas été observée depuis trois



Seuls 2 milliards de dollars ont été transférés vers l'Algérie.

décennies. Ces envois enregistrés officiellement, marquent une baisse de 2,4%, chiffrée à 429 milliards de dollars, en 2016, comparée aux 440 milliards de dollars, transférés en 2015, précisant que le recul des envois de fonds, évalués en dollar américain, a été aggravé par la faiblesse de l'euro,

la livre sterling et le rouble face au dollar.

La BM précise, cependant, que la faible croissance en Europe a réduit les flux vers l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne, alors que la chute des cours de pétrole et la faible croissance économique dans les

pays du Conseil de coopération du Golfe et la Russie, ont impacté les flux des transferts vers l'Asie du Sud et l'Asie Centrale, à l'exemple de l'Inde, le plus grand récipiendaire mondial de transferts de fonds qui a enregistré une baisse de 8,9% dont le montant se chiffre à 62,7 milliards de dollars, en 2016, contre 68,9 milliards de dollars en 2015.

A contrario, l'Égypte, le Bangladesh et le Nigeria, trois pays parmi les grands pays récipiendaires, voient leurs transferts à la baisse, à l'opposé du Mexique et des Philippines dont les entrées ont augmenté respectivement de 8,8% et de 4,9%, l'année dernière. Le danger pointé du doigt, pourrait venir des pays à revenu élevé qui accueillent des migrants, et qui envisagent la taxation des envois de fonds, ce qui risque de conduire à une augmentation des transferts hors circuits bancaires officiels, souligne la BM.

M. A.-S.

**OUVERTURE DU 20<sup>e</sup> BATIMATEC AUJOURD'HUI À LA SAFEX**

## Quelles nouveautés dans un contexte de crise ?

**La 20<sup>e</sup> édition du Salon international du bâtiment, des matériaux de construction et des travaux publics, Batimatec, s'ouvre aujourd'hui jusqu'au 27 avril 2017 au Palais des Expositions de la Safex aux Pins-Maritimes, Alger.**

**Younès Djama - Alger (Le Soir)** - Événement leader à l'échelle continentale, Batimatec constitue ainsi le plus grand rassemblement professionnel, offrant un large aperçu sur les nouveautés du secteur des BTP, une ressource importante pour un marché fortement actif. Toutes les branches du bâtiment, des matériaux de construction et des travaux publics seront représentées. D'année en année, le salon prend de l'ampleur.

Les organisateurs se félicitent que l'exposition ait atteint lors de l'édition 2016 un taux record en ce qui concerne la participation avec pas moins de 1 200 exposants dont 624 sociétés nationales et 599 sociétés étrangères originaires de 24 pays sur une superficie totale de 44 000 m².

Pour cette vingtième année, l'objectif principal pour marquer ces deux décennies de succès «est de gagner la satisfaction absolue de tous nos partenaires qui nous ont été fidèles et qui nous ont accompagnés tout au long de ces années», affirment-ils, tout en assurant que cette manifestation d'envergure sera un grand succès.

Cette année, le Salon Batimatec intervient dans un contexte économique particulier marqué par l'orientation des pouvoirs publics vers plus de régulation des prix de certains produits tels que le rond à béton, le ciment, entre autres matériaux.

L'importation de ces deux produits est d'ailleurs régie par le

système des licences d'importation, voulues dans l'objectif d'en diminuer la facture d'importation.

Le choix porté sur ces produits l'a été justement en raison du poids financier important qu'ils induisent sur la balance des paiements de l'Algérie.

La facture des ronds à béton s'est élevée en 2014 à 1,8 milliard de dollars, ramenée à 1,2 milliard de dollars en 2015. Ce qui est valable pour le rond à béton l'est aussi pour le ciment dont l'Algérie a réduit sensiblement la facture, au point d'envisager l'interdiction pure et simple de toute importation de ce matériau.

Et ce, grâce au vaste programme de production de ciment lancé par les groupes publics par eux-mêmes ou en partenariat avec des étrangers. Et c'est tout naturellement que les pouvoirs publics envisagent l'exportation de l'excédent de production. Un excédent de production qui a atteint 30 millions de tonnes à la fin de l'année 2016 à la faveur de multiples investissements entrés en exploitation. Chose qui permet au pays d'enregistrer aujourd'hui une autosuffisance en matière de production de ciment.

Les perturbations signalées dans le marché sont dues à la spéculation, un phénomène qui

sager l'interdiction pure et simple de toute importation de ce matériau. Et ce, grâce au vaste programme de production de ciment lancé par les groupes publics par eux-mêmes ou en partenariat avec des étrangers. Et c'est tout naturellement que les pouvoirs publics envisagent l'exportation de l'excédent de production. Un excédent de production qui a atteint 30 millions de tonnes à la fin de l'année 2016 à la faveur de multiples investissements entrés en exploitation. Chose qui permet au pays d'enregistrer aujourd'hui une autosuffisance en matière de production de ciment.

Les perturbations signalées dans le marché sont dues à la spéculation, un phénomène qui



Toutes les branches du bâtiment seront représentées.

toucher particulièrement les des projets de construction se ronds à béton et le ciment. Les font sentir après coup.

Y. D.

**L'AFRIQUE COMPTE DOUZE MILLIONS DE NOUVEAUX DEMANDEURS D'EMPLOI CHAQUE ANNÉE**

## Et à peine trois millions d'emplois créés

**La fondation Jobs For Africa estime le nombre des nouveaux demandeurs d'emploi en Afrique à douze millions par an alors que les économies du continent n'en créent que trois millions à peine.**

**Lyas Hallas - Alger (Le Soir)** - Intervenant, hier, lors de la réunion préalable au sommet pour l'emploi et les compétences de la commission du travail et des affaires sociales de l'Union africaine prévue mardi à Alger, le président de la fondation Jobs For Africa (des emplois pour l'Afrique, ndlr), Jamal Belahrach, a estimé qu'il est urgent d'agir pour trouver

des solutions au problème du chômage sur le continent africain.

«Ce sont douze millions de nouveaux demandeurs d'emploi qui arrivent chaque année sur le marché contre à peine trois millions créés d'autant que le chômage est plus élevé pour la tranche d'âge 15-35 ans, notamment les diplômés parmi eux.

C'est une véritable bombe à retardement qui met les gouvernements dans une situation difficile et politiquement intenable», a-t-il averti. Il a ajouté que «le chômage des diplômés souligne l'inadéquation des formations avec les besoins des entreprises».

Et de recommander la mise en œuvre du livre blanc pour l'emploi en Afrique lancé avec le soutien

du Bureau international du travail (BIT) en Afrique et adopté à Casablanca, au Maroc, en 2015.

La réunion préalable au sommet de mardi, tenue à l'Ecole supérieure de l'hôtellerie de Aïn Benian à Alger, a été organisée par la Confédération générale des entreprises algériennes (CGEA) qui compte un représentant dans le conseil d'administration du BIT. La fondation Jobs for Africa est une initiative de l'Organisation internationale des employeurs et de Business Africa.

Le livre blanc recommande en somme une série de réformes structurelles favorisant la création d'emplois du point de vue de la fondation qui prône une démarche inclusive basée sur la résolution

de la problématique de l'inadéquation des compétences entre la formation et les besoins des entreprises, la promotion de l'entrepreneuriat ainsi que du dialogue social.

«La révolution numérique et son corollaire de robotisation des chaînes de production a détruit la moitié des emplois classiques et favorisé la création d'autres emplois dans de nouveaux métiers alors que certains pays africains ne sont pas encore entrés dans l'ère numérique», a encore constaté Jamal Belahrach qui a indiqué que l'approche du livre blanc mise sur trois secteurs : l'agriculture, l'énergie et les TIC.

L. H.